

CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR
SAMEDI 13 DÉCEMBRE 2025 A 9H30

N° 25 12 36

Rapporteur : Sabrina LEFEBVRE

AFFAIRES GÉNÉRALES

POLITIQUE DE LA VILLE

Contrat de ville de l'agglomération havraise

FODENO

. Subvention - Versement - Autorisation

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR
SAMEDI 13 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le treize décembre à neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Ville d'Harfleur légalement convoqué le cinq décembre deux mille vingt-cinq s'est réuni à la Mairie d'Harfleur, dans la salle du Parc – Centre Françoise Dolto.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, la séance est publique.

Madame Sylvie BUREL, 1^{ère} Adjointe au Maire, présidant la séance procède tout d'abord à l'appel nominal auquel répondent :

PRÉSENTS : Mme Sylvie BUREL, M. Dominique BELLENGER, Mme Justine DUCHEMIN, M. Loïc JAMET, Mme Sabrina LEFEBVRE, M. Ousmane NDIAYE, Mme Marjorie BELLENGER, M. Gilles DON SIMONI, M. Jean-Pierre PEDRON, Mme Nathalie JARROUSSE, Mme Sylvie ROGER, M. Hervé TOULLEC, Mme Aurélie REBEILLEAU, M. Franck GROUSSARD, Mme Coralie FOLLET, M. Pierre GRISEL, M. José GUTIERREZ (à partir du point n° 25 12 33).

ABSENTS EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Mme Christine MOREL à Mme Sylvie BUREL, M. Anthony DE VRIES à Mme Justine DUCHEMIN, Mme Sylvie DUCOEURJOLY à Mme Sabrina LEFEBVRE, M. Yoann LEFRANC à M. Loïc JAMET, M. Nicolas NOUAILHAS à M. Gilles DON SIMONI.

ABSENTS EXCUSÉS SANS PROCURATION : M. José GUTIERREZ (jusqu'au point n° 25 12 32), Mme Yvette ROMÉRO, Mme Élise ROGER, M. Samuel LEROY.

ABSENTS : Mme Julie LEMARCIS, Mme Cindy ÉVRARD, Mme Julie LETHEUX, Mme Sophie BOUJU (née VIVIER).

Conseillers Municipaux :

Conseillers Municipaux en exercice = 29	Ouverture séance	A partir du point N° 25 12 33
Présents	16	17
Procurations	5	5
Absents excusés	4	3
Absents	4	4
Votants	21	22

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217603414-20251213-2512-36-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/12/2025
Publication : 16/12/2025

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre du contrat de Ville de l'agglomération havraise 2024-2030, la Ville d'Harfleur a validé deux secteurs de veille active (SVA) dont les habitants bénéficient de la mobilisation d'actions spécifiques qui viennent s'ajouter aux actions de droits commun de l'Etat et des autres signataires.

Afin de déployer sa politique en faveur de l'emploi et de la formation qui figure comme l'un des axes structurant de la politique de la ville, la Ville d'Harfleur travaille avec l'organisme de formation FODENO afin de répondre aux besoins de la population.

Partenaire historique de la commune, FODENO met à disposition des habitants d'Harfleur plusieurs dispositifs structurants et prend part aux différentes manifestations et actions que la ville déploie en faveur de l'emploi et de la formation.

Aussi, la Ville d'Harfleur souhaite soutenir les différents dispositifs proposés par FODENO notamment :

- Le pôle numérique mobile labellisé France Travail en direction des personnes éloignées du numérique avec une subvention municipale de 5 000 €, considérant que le coût global sur l'ensemble du territoire politique de la ville est de 119 774 €.

En conséquence, et après en avoir délibéré, je vous propose que le Conseil Municipal,

VU l'avis du Bureau Municipal du 1^{er} décembre 2025,

- **autorise le versement de la participation communale pour l'année 2025 à l'association Formation et Démocratie Normandie Le Havre (FODENO), 22 avenue du Général Archinard, 76600 Le Havre, à hauteur de 5 000 € au titre du pôle numérique mobile en direction des personnes éloignées du numérique.**

Inscription budgétaire : Compte : 65748 - Fonction : 251

*Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité
les conclusions de ce rapport.
Fait et délibéré en l'Hôtel de ville d'Harfleur les jours et ans sus indiqués
Pour extrait certifié conforme
Le Maire et par délégation
Sylvie BUREL
1^{ère} Adjointe au Maire,*



Délais et voie de recours :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.